



Du vote lepéniste au vote frontiste

Nonna Mayer

► To cite this version:

Nonna Mayer. Du vote lepéniste au vote frontiste. *Revue Française de Science Politique*, 1997, 47 (3-4), pp.438 - 453. 10.3406/rfsp.1997.395188 . hal-03458327

HAL Id: hal-03458327

<https://sciencespo.hal.science/hal-03458327>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DU VOTE LEPÉNISTE AU VOTE FRONTISTE

NONNA MAYER

Avec 15,1 % des suffrages exprimés en métropole au premier tour, le parti de Jean-Marie Le Pen réalise son meilleur score dans un scrutin législatif, frôlant son score présidentiel de 1995 (15,3 %). En progression de plus de deux points par rapport aux législatives de 1993 (12,7 %), il améliore partout ses résultats, à la seule exception de Paris, de la Mayenne et des Alpes-Maritimes où il enregistre un très léger recul (respectivement - 0,5 ; - 0,2 et - 0,1)¹. Aux législatives de 1986 et de 1988, il n'atteignait 10 % des suffrages exprimés que dans un tiers des départements. En 1993 la proportion est passée aux deux tiers, et en 1997 aux trois quarts. Et le nombre de circonscriptions où le Front national peut se maintenir au second tour est passé de 100 à 133. La performance est remarquable, compte tenu des contraintes spécifiques à ce type d'élection, où l'implantation partisane et la notoriété des notables locaux entrent pour une large part, et compte tenu du contexte de ces élections, venant juste après une très forte mobilisation anti-FN à l'occasion de son congrès de Strasbourg (30 mars-1^{er} avril 1997).

L'ÉLECTORAT FN

Le parti lepéniste consolide de même son soutien dans toutes les catégories de l'électorat, qu'on les définisse par l'âge, le sexe, le statut socio-professionnel, la pratique religieuse ou le diplôme. Aux législatives de 1986, il n'atteignait pas la barre des 10 % dans la moitié de ces catégories (11 sur 24), en 1997 elles ne sont plus que trois dans ce cas (tableau 1). Mais certaines catégories le soutiennent toujours plus que d'autres.

Le niveau du vote FN est toujours plus élevé chez les électeurs, dépassant de 6 points celui des électrices. Divers facteurs pourraient expliquer cette réticence des femmes : rejet de l'image traditionnelle de la famille et de la femme véhiculée par ce parti, influence plus marquée chez elles du catholicisme et de ses valeurs universalistes et tolérantes (39 % des femmes contre 25 % des hommes sont des catholiques pratiquants, allant au moins de temps en temps à la messe), poids plus marqué des personnes âgées (18 % des hommes, 23 % des femmes ont 65 ans ou plus) effrayées par le caractère radical et extrémiste du discours lepéniste. C'est effectivement à la fois chez les catholiques pratiquantes et chez les femmes âgées d'une part, chez les femmes favorables à la parité d'autre part, plus jeunes et détachées

1. Cet article s'appuie sur la base de données électorales EDEN du CEVIPOF et sur les résultats d'une enquête post-électorale SOFRES/*Libération*/CEVIPOF/CIDSP-Grenoble/CRAPPS-Lille, effectuée du 26 au 31 mai 1997, auprès d'un échantillon national représentatif de l'électorat inscrit (N=3010). Les votes déclarés ont été pondérés en fonction des résultats réels du premier tour. Partie de ces analyses ont été publiées dans *Le Monde*, 29 mai et 5 juin 1997. Je remercie tout particulièrement Arlette Faugères et Jean Chiche pour l'aide qu'ils m'ont apportée dans l'établissement des cartes.

Du vote lepéniste au vote frontiste

de la religion, que le FN obtient le moins de voix. Mais quels que soient l'âge, la pratique religieuse ou les opinions sur l'égalité des sexes, la différence se maintient, indice d'un refus féminin spécifique de l'extrémisme politique¹.

Tableau 1. Vote FN législatif, vote FN présidentiel par grandes catégories d'électorat (1986-1995)

	<i>Lég.</i> 1986	<i>Lég.</i> 1988	<i>Lég.</i> 1993	<i>Lég.</i> 1997	<i>Prés.</i> 1988	<i>Prés.</i> 1995
<i>Ensemble</i>	10	10	13	15	14,5	15,5
<i>Sexe</i>						
Hommes	11	12	14	18	18	19
Femmes	9	7	13	12	11	12
<i>Âge</i>						
18-24 ans	14	15	18	16	16	18
25-34 ans	10	9	10	19	17	18
35-49 ans	11	8	13	15	17	15
50-64 ans	9	10	13	15	11	17
65 ans et plus	6	10	13	12	12	9
<i>Prof. de l'interviewé*</i>						
Agriculteurs	17	3	13	4	13	16
Commerçants, artisans, chefs d'entreprise	16	6	15	26	27	14
Cadres, prof. intellectuelles sup.	6	10	6	4	19	7
Professions intermédiaires	9	6	8	11	12	14
Employés	12	8	18	17	13	18
Ouvrier	11	19	18	24	19	30
<i>Statut</i>						
Travaille à son compte	13	7	12	12	21	11
Salarié, secteur public	8	9	12	12	11	15
Salarié, secteur privé	14	13	16	19	17	21
<i>Niveau d'instruction</i>						
Primaire	8	7	13	17**	15	14
Secondaire	15	12	16	14**	13	17
Technique, commercial	12	12	14	19**	18	21
Supérieur	7	10	8	10**	12	9
<i>Religion</i>						
Catholique pratiquant régulier	7	5	12	7	7	10
Pratiquant irrégulier	8	10	12	12	16	12
Catholique non pratiquant	12	11	13	18	17	18
Sans religion	7	9	15	17	9	14

Source : Sondages post-électorales SOFRES (N=2000) et SOFRES/Libération, CEVIPOF, CRAPS, CIDSP (N=3000) pour les législatives de 1997.

* Actifs + chômeurs classés selon leur dernière profession.

** En 1997 le niveau d'instruction est mesuré par le diplôme le plus élevé obtenu alors que les enquêtes précédentes prennent en compte le dernier établissement scolaire fréquenté. Les chiffres ne sont donc pas directement comparables (Primaire=pas d'études, CEP/Secondaire= BEPC, bac/Technique, commercial=CAP, brevet professionnel, bac technique/Supérieur=bac + 2, diplôme du supérieur).

1. La proportion de votes FN passe de 11 % chez les femmes « tout à fait d'accord » avec l'idée que « 90 % des députés sont des hommes et c'est grave pour la démocratie » à 18 % chez celles qui ne sont « pas d'accord du tout » (contre 15 et 28 % chez les hommes), de 3 % chez les catholiques pratiquantes régulières à 16 % chez les non pratiquantes et les non catholiques (contre respectivement 16, 21 et 18 % chez les hommes).

Les habitants des grandes villes et de leurs banlieues se montrent plus réceptifs à la thématique sécuritaire et xénophobe du FN que les ruraux ou les habitants des petites villes¹ et c'est chez les agriculteurs que les candidats du FN font leur plus mauvais score (4 %). Cette résistance tient à la fois à leur relation privilégiée avec le mouvement gaulliste, à leur cohésion sociale, à la force du syndicalisme paysan et à l'influence modératrice de l'Église catholique. C'est plutôt sur le terreau des peurs urbaines, quand se désagrège l'encadrement social, culturel et politique, que le lepénisme s'installe.

Le niveau du vote pour le FN apparaît enfin inversement proportionnel au niveau de diplôme des électeurs, passant du simple au double selon que les électeurs ont ou n'ont pas leur bac (de 10 à 18 %). C'est chez ceux qui n'ont pas fait d'études ou qui ont suivi un enseignement technique ou professionnel qu'il fait ses meilleurs scores², comme si le fait de suivre un enseignement général, au moins jusqu'au bac, faisait barrage au discours simplificateur du FN, présentant les immigrés comme la cause unique des malheurs de la France. Quant aux enseignants, des instituteurs aux professeurs d'université, qui cumulent niveau élevé de diplôme et forte tradition syndicale et partisane de gauche, dans l'enquête de 1997 un seul a déclaré avoir voté pour le FN.

A contrario les soutiens privilégiés du FN viennent d'un petit patronat inquiet pour son avenir et d'un monde ouvrier en crise, qui lui donnent un quart de leurs suffrages (tableau 1). Pendant plus d'un siècle le conflit ouvriers/patrons a structuré le débat politique français et opposé les travailleurs indépendants, propriétaires de leur outil de travail, qui votent en majorité pour la droite, aux ouvriers et aux salariés, plus portés vers la gauche. Le vote FN échappe à cette logique, associant les ennemis de classe d'hier dans un même rejet des immigrés. Cette conjonction de «l'atelier et de la boutique», constante à toutes les élections nationales depuis 1986 (graphique 1) est le levier de sa dynamique électorale. Lors des présidentielles il y fait des percées spectaculaires, frôlant les 30 % chez les petits commerçants et artisans en 1988 puis chez les ouvriers en 1995. Aux législatives, il y égalise et consolide son influence, à un niveau chaque fois plus élevé, culminant en 1987 grâce au retour des petits indépendants, déçus du balladurisme et du chiraquisme, et grâce au maintien d'une large part de sa clientèle ouvrière de 1995.

En 1995, le FN pouvait se targuer d'être devenu «le premier parti ouvrier de France». En 1997 le Parti socialiste lui a repris le titre, obtenant 28 % des suffrages des ouvriers, soit une progression de 6 points par rapport à son score présidentiel dans cette catégorie, au détriment de celui du parti lepéniste. Mais si le FN attire relativement moins d'électeurs ouvriers qu'en 1995, il en attire beaucoup plus qu'en 1993. C'est chez les ouvriers qu'il a le plus progressé (+ 6 points par rapport à 1993, + 13 points par

1. 21 % dans les villes de 100 000 à 200 000 habitants et 26 % dans les villes de plus de 200 000, hors région parisienne contre 12 % dans les communes rurales et 13 % dans les agglomérations de moins de 50 000 habitants.

2. 20 % chez les sans diplômes, 18 % chez les titulaires d'un BEP, 22 % chez ceux qui n'ont qu'un CAP, et 13 % chez ceux qui ont un bac technique contre 8 % chez les titulaires d'un bac général.

rapport à 1986), c'est chez eux aujourd'hui qu'il fait son meilleur score (24 %) et au-delà chez des électeurs socialement et culturellement déshérités, démoralisés par la crise, qui traditionnellement se tournaient vers les partis de gauche pour assurer leur défense. Le FN recueille jusqu'à 27 % des suffrages chez ceux qui estiment que dans les douze prochains mois la situation économique du pays va se dégrader (contre 6 % chez ceux qui pensent qu'elle va s'améliorer), 19 % chez ceux qui sont plutôt inquiets en pensant à l'avenir de leur situation personnelle et professionnelle (contre 9 %), et 26 % chez ceux qui se définissent comme des «défavorisés» (contre 11 % chez ceux qui s'identifient aux «privilegiés»).

Corrélativement, la part d'anciens électeurs de gauche dans l'électorat FN 1997 est loin d'être négligeable puisqu'ils sont près d'un sur cinq à avoir voté Jospin au second tour de l'élection présidentielle de 1995 (19 %, contre 61 % qui ont voté Chirac et 20 % qui n'ont pas voté), proportion qui atteint 28 % chez les électeurs ouvriers du FN. Et le développement de ce «gaucho-lepénisme» semble contribuer à une baisse des soutiens de cet électorat à la droite modérée, au profit d'un vote pour la gauche ou du non-vote, quand il n'y a pas au second tour de candidat du FN. Au second tour des législatives de 1993, près des deux tiers des électeurs FN se reportaient sur le candidat de la droite modérée en cas de duel PS/UDF-RPR, proportion comparable à celle que l'on observait au second tour de la présidentielle de 1988. En 1997 ils seraient moins de la moitié, même si par rapport à l'élection présidentielle de 1995 leur vote a moins profité à la gauche qu'au non-vote (abstention, vote blanc et nul) (tableau 2). L'enquête de 1997, effectuée entre les deux tours, n'est certes pas directement comparable aux précédentes. Elle interroge les électeurs sur leurs intentions de vote pour le second tour, alors que les enquêtes antérieures, effectuées après le deuxième tour, portent sur la reconstitution d'un vote effectif. Mais ses résultats sont corroborés par ceux d'une autre enquête effectuée le jour même du second tour¹.

Tableau 2. Report des électeurs FN au second tour (1988-1997)(%)

	<i>Gauche</i>	<i>UDF-RPR</i>	<i>Abstention, vote blanc ou nul, SR</i>
Présidentielle 1988	18	65	16
Législatives 1993	9	62	29
Présidentielle 1995	28	51	21
Législatives 1997*	22	49	29

Sources : Enquêtes post-électorales SOFRES 1988-1995 et SOFRES/*Libération*/CEVIPOF/CIDSP/CRAPS 1997.

* L'enquête ayant été réalisée entre les deux tours, il s'agit des intentions de vote.

1. Selon un sondage IPSOS non publié, réalisé le 1^{er} juin 1997 dans 130 circonscriptions incertaines où s'opposaient un candidat de gauche et un candidat de droite, auprès d'un échantillon de 2 395 électeurs : 50 % des électeurs FN du premier tour ont voté pour la droite, 30 % pour la gauche et 20 % se sont abstenus. Je remercie Jean-François Doridot de m'avoir communiqué ces résultats.

Il ne faudrait donc pas enterrer trop vite le « gauchio-lepénisme ». On peut trouver l'expression discutable, suggérant à tort une synthèse idéologique entre extrémisme de gauche et de droite. Les électeurs du FN n'ont rien en commun avec les gauchistes de Mai 1968. Ils ne sont même pas des « lepénistes » stricto sensu puisque, interrogés sur les raisons de leur vote présidentiel de 1995, ils sont les moins nombreux à mettre en avant la personnalité de leur candidat (14 % contre 23 % dans l'ensemble de l'électorat, répondant qu'ils n'ont pas voté pour l'homme mais pour ses idées (78 % au lieu de 65 %)¹. Mais si l'on entend par gauchio-lepénisme l'attraction exercée par le FN sur la partie de l'électorat populaire de la gauche, restée attachée à certaines valeurs de la gauche, il correspond incontestablement à la réalité, comme le montre l'étude de ses motivations.

C'est, sans surprise, l'immigration que les électeurs du FN en 1997 ont eue « le plus à l'esprit en votant aujourd'hui », suivie par la « sécurité », thèmes respectivement choisis par 67 % et 65 % des électeurs du FN. Ces préoccupations, cohérentes avec les attitudes plus répressives et ethnocentristes manifestées par cet électorat² continuent à les distinguer radicalement des autres électeurs, dont les trois quarts pensent d'abord à l'emploi et au chômage, l'immigration venant loin derrière à la septième place et la sécurité à la quatrième (tableau 3)³. Et le décalage est considérable puisque la proportion d'électeurs du FN qui privilégient l'immigration est supérieure de 45 points à celle observée dans l'échantillon dans son ensemble et de 30 points en ce qui concerne la sécurité. Le seul autre électorat qui se distingue aussi radicalement sur un enjeu est celui des écologistes, dont 60 % ont voté en pensant à l'environnement, contre 19 % dans l'ensemble de l'échantillon soit un écart de 41 points.

Tableau 3. Choix économiques et sociaux par électorat en 1997 (%)

<i>Vote législatif 1997 (1^{er} tour)</i>	<i>Gauche</i>	<i>Droite</i>	<i>FN</i>
Priorité à l'amélioration de la situation des salariés (sur la compétitivité de l'économie)	19	49	34
Tout à fait pour la réduction de la durée de travail à 35 heures sans diminution de salaire	47	16	34
Tout à fait pour la création de 350 000 emplois publics	49	24	33
Tout à fait pour l'augmentation de 1 000 F par mois du SMIC	48	25	44
« Très, assez solidaire » du mouvement de grève de novembre-décembre 1995	75	24	40

Source : Enquête SOFRES/Libération/CEVIPOF/CRAPS/CIDSP 1997.

1. Enquête post-présidentielle CEVIPOF/SOFRES 1995, 20-24 mai 1995, auprès d'un échantillon national de la population électorale inscrite (N= 4032).

2. Les électeurs du FN sont deux fois plus nombreux que la moyenne des votants à considérer qu'il y a trop d'immigrés en France (tout à fait d'accord : 70 % contre 32 %), trois fois plus nombreux à estimer qu'il y a des races moins douées (30 % contre 11 %), deux fois plus souvent en faveur du rétablissement de la peine de mort (58 % contre 28 %).

3. Sondage « sortie des urnes » CSA/France 3/France Inter/France Info et *Le Parisien aujourd'hui*, 25 mai 1997, échantillon national de 4 046 personnes représentatif de l'électorat venant de voter au premier tour.

Mais alors qu'en 1993, l'emploi venait au second rang de leurs préoccupations, présent à l'esprit de 67 % d'entre eux (contre 72 % pour l'immigration), en 1997 il arrive au premier rang, à égalité avec l'immigration, comme déjà lors de l'élection de 1995. Et dans le domaine économique et social, leurs aspirations les rapprochent des électeurs de gauche et les écartent des électeurs de la droite classique, dès lors qu'il s'agit de défendre les droits des salariés, d'approuver la création de 350 000 emplois publics, la semaine de 35 heures, ou d'exprimer leur soutien aux mouvements de grève de décembre 1995 (tableau 4).

Tableau 4. Les motivations du vote par électorat en 1997 (%)
« Quels sont les problèmes que vous avez eus le plus à l'esprit,
en votant aujourd'hui ? »

	<i>Exg</i>	<i>PC</i>	<i>PS</i>	<i>Éco</i>	<i>UDF</i>	<i>FN</i>	<i>Total</i>	<i>Écart</i>
Emploi, chômage	75	82	80	70	71	67	75	- 8
Éducation, formation	43	46	49	45	34	21	39	- 18
Inégalités sociales	56	44	48	38	21	26	35	- 9
Sécurité	24	28	27	18	39	65	35	+ 30
Protection sociale	50	47	45	26	24	26	34	- 8
Construction de l'Europe	10	18	31	18	30	15	25	- 10
Lutte contre le racisme	33	34	33	30	11	6	22	- 16
Immigration	19	14	15	12	20	67	22	+ 45
Environnement	26	18	20	60	13	9	19	- 10
Croissance de l'économie	12	10	15	10	21	11	15	- 4
Accroissement du rôle des femmes								
Affaires politico-financières, corruption	18	13	13	11	11	22	13	+ 9

Source : Sondage sortie des urnes CSA/France 3/France Info/Le Parisien aujourd'hui, 25 mai 1997.

DEUX FRANCE

La géographie électorale du FN confirme les enseignements des sondages. Comme à toutes les élections depuis les européennes de 1984, ses zones de force dessinent un croissant qui part du littoral méditerranéen, remonte la vallée du Rhône et gagne l'Est et le Nord en passant par un Bassin parisien élargi (carte 1)¹. Si l'on classe les départements par niveau décroissant de vote FN, on retrouve pratiquement les mêmes en 1997 qu'en 1993 dans le quart supérieur ou quartile (le plus foncé sur la carte 1)¹. Ils

1. Avec des scores supérieurs à 20 % dans le Var: 26 %, le Vaucluse: 25,1 %, les Bouches-du-Rhône: 24,7 %, les Alpes-Maritimes: 23,2 %, l'Oise: 22 %, le Bas-Rhin: 21,7 %, la Loire: 21,4 %, le Gard: 21,3 %, les Pyrénées-Orientales: 21,2 %, la Haute-Marne: 21 %, l'Eure-et-Loir: 20,9 %, la Seine-Saint-Denis: 20,7 %, la Moselle: 20,6 %, l'Aube: 20,3 %, le Rhône: 20,2 % et le Haut-Rhin: 20 %.

2. Seuls le Nord, l'Eure, la Haute-Savoie, l'Isère et l'Essonne manquent à l'appel, remplacés par des départements de l'Est et du Nord (Côte-d'Or, Aube, Territoire de Belfort, Ardennes et Haute-Marne). On trouve une corrélation de 94 (R. de Pearson) entre les scores législatifs du FN en 1993 et en 1997.

correspondent à une France urbaine, industrialisée et à plus forte densité de population étrangère (carte 4). Les électeurs qui donnent le plus de voix au FN ne sont pas nécessairement en contact direct avec les étrangers, comme le soulignent la plupart des études menées depuis quinze ans au niveau d'unités géographiques plus restreintes et partant plus homogènes que le département - canton, commune, quartier ou îlot de 30 points¹. Il suffit que ces derniers soient plus visibles pour déclencher un réflexe d'hostilité. Paradoxalement d'ailleurs, comme l'a montré Hervé Le Bras², ces mêmes départements sont des lieux de passage et de circulation privilégiés des hommes et des marchandises, qui accueillent depuis plus d'un siècle les migrations successives. Ils renvoient à une ancienne coupure entre pays « ouverts », où la majorité de la population est agglomérée dans des villes, villages et bourgades, et pays « clos » de bocages et d'habitat isolé. Mais les mécanismes de régulation sociale y sont en crise, « la déconnexion du travail et de la résidence (doublement des distances domicile-travail entre 1975 et 1990, disparition des commerces de proximité, fin des travaux agricoles communs) a littéralement transformé le voisin en étranger »³. Et le réflexe xénophobe est accentué dans les départements frontaliers, les plus exposés à ces transformations à l'heure de l'unification européenne, les plus menacés dans leur identité.

Entre les élections législatives de 1993 et 1997 c'est dans les départements du Nord et du Nord-Est que le FN a le plus progressé (carte 2), dans des régions où le poids électoral des ouvriers oscille entre un cinquième et un quart, où ses scores rivalisent désormais avec ceux de ses bastions méditerranéens. Mais cette progression ne touche pas tous les départements ouvriers (carte 5), contrairement à celle du vote FN présidentiel entre 1988 et 1995, qui reflétait l'émergence du « gaucholepénisme »⁴. Et elle s'observe également, quoiqu'un peu moins marquée, dans les départements peu ouvriers du Sud-Est, terres d'élection d'une petite production indépendante, reflétant le double enracinement du FN dans les milieux ouvriers et patronaux.

On remarquera enfin la correspondance entre le degré d'émancipation des femmes, mesuré par la proportion de femmes au travail dans la tranche d'âge des 25-55 ans, et la résistance électorale au FN. C'est précisément dans les départements où elles sont les moins nombreuses à exercer une activité professionnelle, au Nord, à l'Est et sur la bordure méditerranéenne que le parti lepéniste obtient ses meilleurs scores⁵.

1. Voir notamment N. Mayer, P. Perrineau (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 (2^e éd.), quatrième partie.

2. Dans *Les Trois France*, Paris, Odile Jacob, 1986.

3. H. Le Bras, « Trois composantes des mœurs en France », dans N. Mayer (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 97.

4. Effectivement les départements où le vote Le Pen progressait le plus entre 1988 et 1995, au détriment du vote socialiste, c'est-à-dire les terres d'élection du « gaucholepénisme » sont les départements à forte présence ouvrière, les plus touchés par la restructuration industrielle, dans une France populaire allant de la Normandie à la Lorraine en passant par la Picardie, le Nord-Pas-de-Calais, la Champagne-Ardenne. Cf. P. Perrineau, « La dynamique du vote Le Pen, le poids du gaucholepénisme », dans P. Perrineau, C. Ysmal (dir.), *Le vote de crise*, Paris, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1995 et notamment les cartes p. 246 et 255.

5. Cf. la carte d'Hervé Le Bras faite à partir des données du recensement de 1990, parue dans « Le nouveau paysage électoral », *Infomatin*, 9 mai 1995.

A l'inverse les «terres de mission» du Front national vont de l'Ouest breton aux confins du Massif central (en clair sur la carte 1), si l'on excepte la vallée de la Garonne où le vote d'extrême droite depuis 1962 suit l'implantation de la communauté pied-noire, nostalgique de l'Algérie française. Là encore elles n'ont quasiment pas varié. Sur les vingt-quatre départements qui, en 1997, se placent dans le quartile inférieur des départements classés par niveau décroissant de vote FN, 21 y appartenaient déjà en 1993¹ (carte 2). Le message lepéniste a du mal à passer dans un Ouest rural et faiblement industrialisé, catholique et conservateur, et dans les départements ruraux plutôt déchristianisés et de gauche qui jouxtent le Massif central, où l'influence électorale d'un Jacques Chirac, dans le prolongement de son fief corrézien, fait contrepoids. Et c'est dans ces mêmes départements, Mayenne, Morbihan, Ille-et-Villaine, Finistère, Landes, Haute-Vienne, que de 1993 à 1997 le FN a le moins progressé, tandis qu'il a accru son emprise dans les quarts Nord-Est et Sud-Est, accentuant le contraste entre terres de mission et terres d'élection.

DU LEPÉNISME PRÉSIDENTIEL AU FRONTISME LÉGISLATIF

Il y a donc des barrières à la pénétration électorale du FN. L'appartenance au monde rural, le fait d'être une femme ou une personne âgée, l'attachement aux valeurs du catholicisme, un niveau d'instruction élevé, autant de facteurs qui font baisser de manière significative le niveau du vote pour le parti de Jean-Marie Le Pen, et surtout l'identification aux partis et aux valeurs de gauche. Le «gaucho-lepénisme» reste l'exception. Ce n'est pas dans les rangs de la gauche que le FN recrute d'abord ses partisans, c'est plutôt à droite et plus encore, chez ceux qui n'appartiennent à aucun des deux camps. La propension à voter pour les candidats du FN au premier tour des législatives de 1997 passe de 28 % chez les électeurs qui ne se situent «ni à gauche ni à droite» à 20 % chez les «plutôt de droite» et chute à 6 % chez ceux qui se disent «plutôt de gauche».

Mais ces barrières sont fragiles. La pratique religieuse est en baisse constante, la ville s'étend aux dépens de la campagne, l'école est en crise et plus d'un tiers des Français qui sont allés voter en 1997 déclarent n'avoir confiance «ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays», proportion qui atteint un record de 72 % chez les électeurs du FN. La crise économique, le discrédit de la classe politique et son impuissance à porter remède au chômage, les inquiétudes liées à la construction européenne, avivées par l'échéance de la monnaie unique, les affaires liées au clientélisme et au financement des partis politiques jouent en faveur du Front national. Et si la gauche a gagné les élections législatives de 1997 en récupérant une partie de son électorat populaire, il risque fort de revenir

1. Seules manquent la Sarthe, la Charente et la Vienne, remplacées par la Loire-Atlantique, le Puy-de-Dôme et le Morbihan. On y retrouve pratiquement les mêmes départements depuis 1981. Sur les terres de mission, cf. C. Ysmal, Ph. Habert, «Les terres de mission», dans N. Mayer, P. Perrineau (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 323.

grossir les rangs du FN si elle déçoit les attentes qu'elle a suscitées, en particulier dans le domaine économique et social (tableau 3).

La nature même de la relation qui unit le Front national à ses électeurs est en train de changer. Si ce vote garde une forte dimension protestataire, elle semble s'atténuer. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, l'électorat lepéniste était le seul, hormis celui d'Arlette Laguiller, où l'expression par ce vote d'un refus des autres candidats était plus fréquente que l'adhésion au candidat de leur choix, avec 47 % de vote «contre» et 39 % de vote «pour» (contre respectivement 32 et 61 % dans l'ensemble de l'échantillon)¹. En 1997, les proportions se sont inversées: 46 % des électeurs FN du premier tour législatif disant avoir voté pour soutenir le candidat de leur choix et 38 % pour s'opposer aux autres (contre respectivement 58 et 28 % dans l'échantillon) et l'écart entre le niveau du vote «contre» des électeurs du FN et celui des électeurs dans leur ensemble a nettement diminué (+ 15 points en 1995, + 10 points en 1997).

De même, jusqu'ici les électeurs du FN se distinguaient des autres électeurs par leur très faible attachement au parti de leur candidat. L'identification partisane est un élément fondamental de structuration et de fidélisation du comportement électoral, indice d'un lien affectif et stable entre l'électeur et une organisation politique. En 1988 comme en 1995, un tiers seulement des électeurs de Jean-Marie Le Pen citaient le Front national comme le parti dont ils se sentaient «le plus proche ou disons le moins éloigné». De 1995 à 1997, la proportion d'entre eux qui se déclarent proches d'un parti de gauche ou de droite a chuté de respectivement 11 et 23 points, au profit de ceux qui ne se sentent proches d'aucun parti et, surtout, au profit du Front national (+ 27 points) (tableau 5), faisant passer du tiers à la moitié ceux qui s'y identifient. Ce chiffre exceptionnellement élevé, confirmé par les sondages «sortie des urnes»², pourrait tenir à la nature de l'élection. L'étiquette partisane compte sans doute plus pour un scrutin législatif que

Tableau 5. Proximité partisane déclarée des électeurs du FN

<i>Élections</i>	<i>Proche d'aucun parti</i>	<i>Parti de gauche</i>	<i>Parti de droite</i>	<i>FN</i>
1 ^{er} tour présidentiel 1988	14	20	31	34 (357)
1 ^{er} tour présidentiel 1995	14	19	36	31 (432)
1 ^{er} tour législatif 1997	18	7	27	49 (194)

Source: Enquêtes post-électorales CEVIPOF/SOFRES 1988 et 1995 et SOFRES/*Libération*/CEVIPOF/CRAPS/CIDSP 1997.

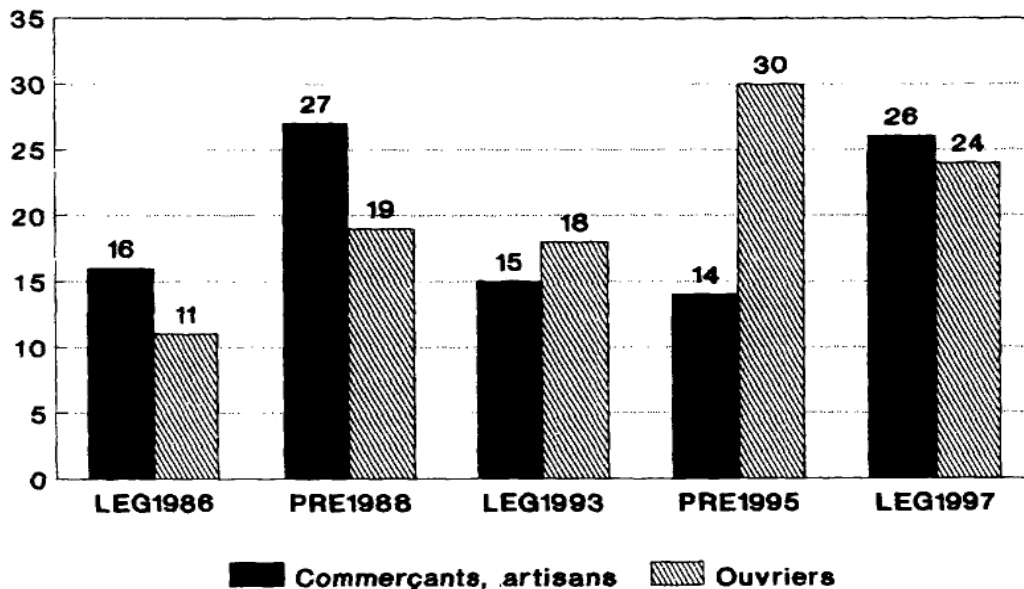
1. La question était la suivante: «Toujours en ce qui concerne le premier tour, pour choisir votre candidat, qu'est-ce qui a le plus compté pour vous: la personnalité du candidat, les propositions et les idées qu'il a défendues, les partis qui l'ont soutenu?» (Sondage sortie des urnes CSA, précité).

2. Dans le sondage «sortie des urnes» BVA/Europe 1/France 2 (25 mai 1997, échantillon national de 5 896 électeurs venant de voter au premier tour des législatives), cette proportion atteint 58 %, mais un sondage effectué à la sortie des bureaux de vote incite sans doute plus l'électeur à mettre en conformité sa proximité partisane et son geste électoral qu'une enquête menée comme celle du CEVIPOF quelques jours après l'élection.

pour une élection aussi personnalisée et médiatisée que la présidentielle. Si cette tendance se confirmait, elle serait le signe d'une normalisation du vote FN, de son passage progressif d'un vote de rejet à un vote d'adhésion, largement liée à ses succès municipaux de 1995 et à la visibilité croissante de ses élus et de son appareil militant.

Le simple fait que le niveau du vote législatif pour le FN ait rejoint le niveau du vote présidentiel, et qu'il le dépasse très nettement dans les départements où il s'est le plus tôt implanté (Var: + 3,7 %; Bouches-du-Rhône: 3,3 %; Eure-et-Loir: + 2,6 %) (carte 3)¹ est un indice supplémentaire de l'enracinement graduel du parti frontiste et un gage de sa durée au-delà de «l'ombre portée» par son leader². Le «frontisme» est en train de prendre le relais du «lepénisme».

Graphique 1. Vote FN des ouvriers et des petits patrons (1986-1997)
(% exprimés)

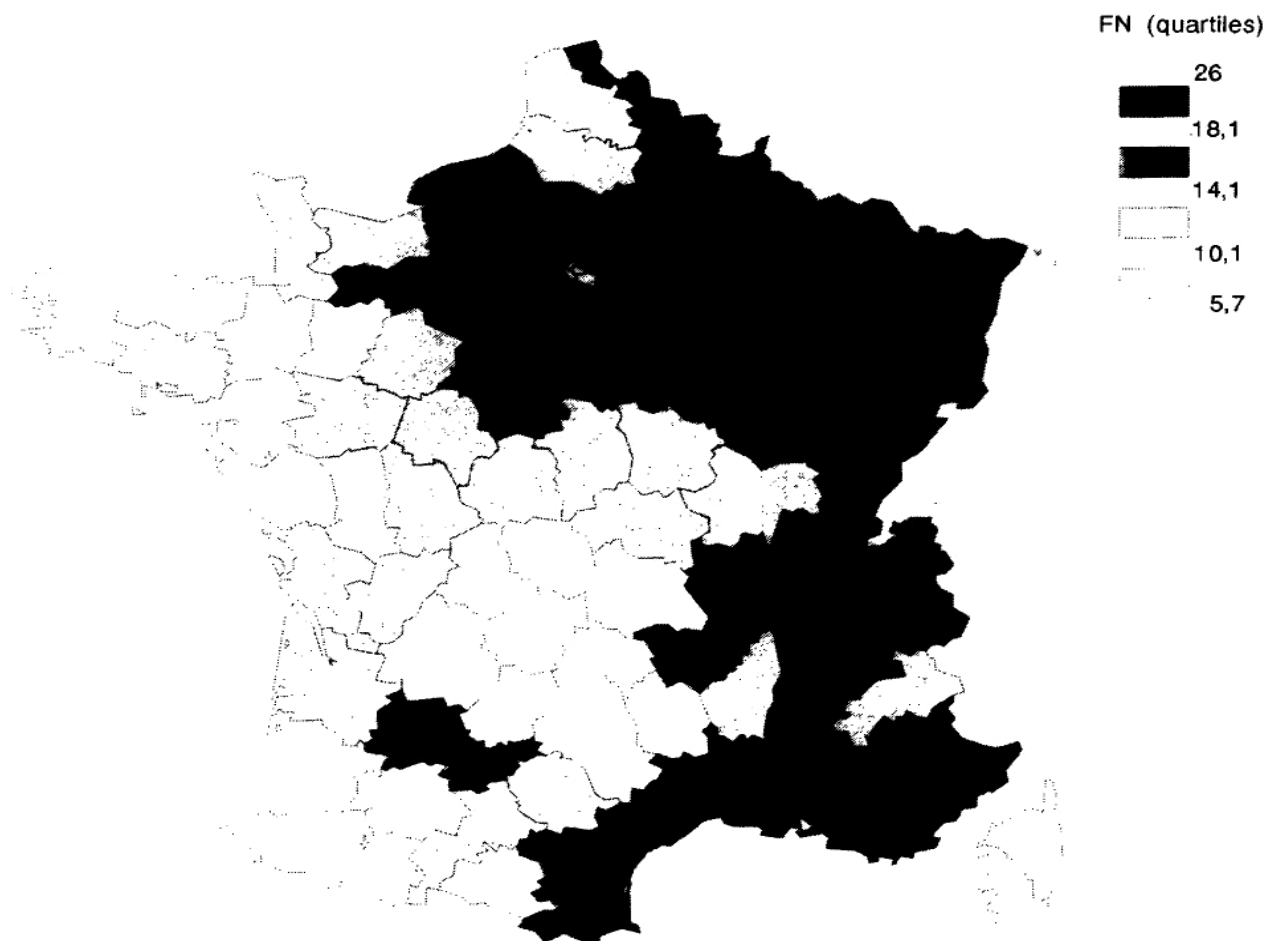


Sondages post-électorales SOFRES et SOFRES/*Libération*, CEVIPOF, CRAPS, CIDSP pour les législatives de 1997.

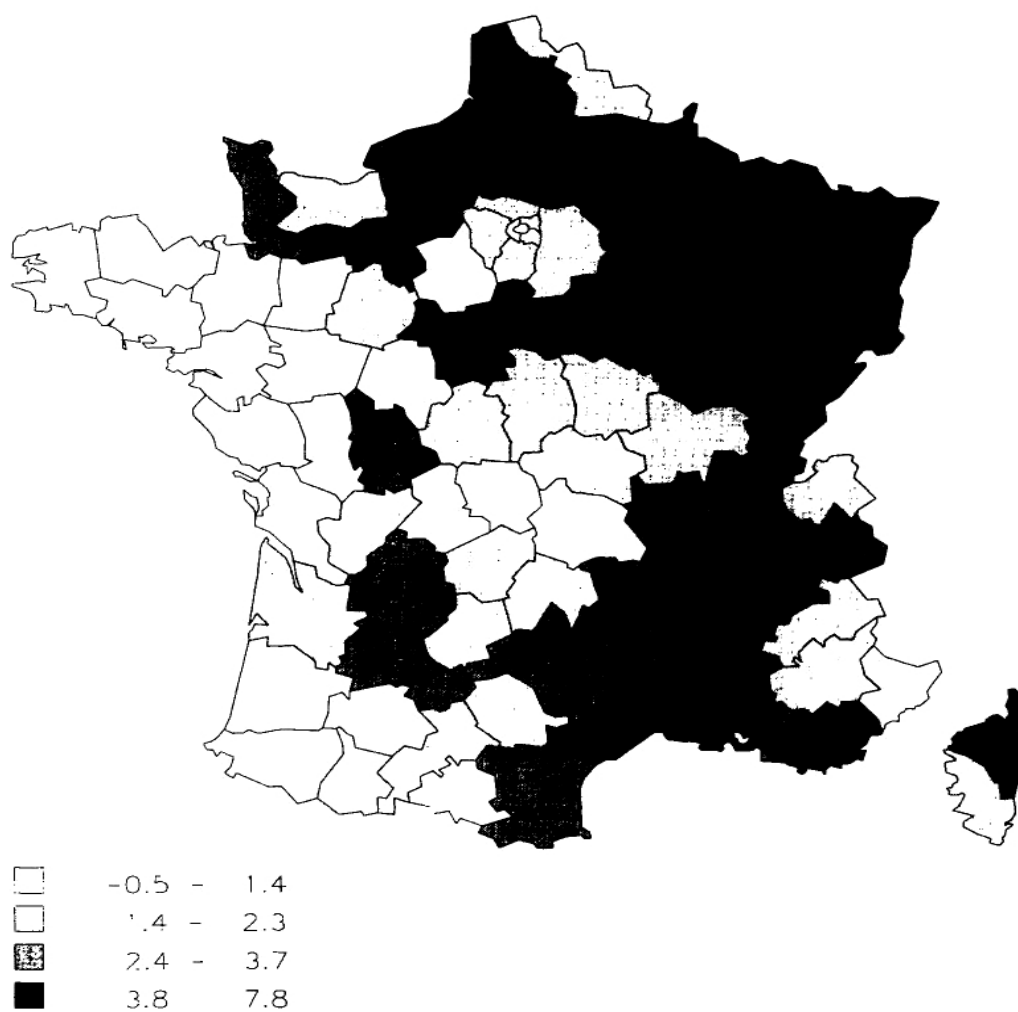
1. Aux législatives de 1993, le FN ne dépassait son score de la présidentielle de 1988 que dans trois départements, dont l'Eure-et-Loir où «l'effet Dreux» a largement joué. En 1997 il dépasse son score de 1995 dans 45 d'entre eux. On notera que la carte des écarts entre le niveau du vote FN à l'élection présidentielle de 1995 et aux législatives de 1997 (carte 3) ressemble fort à celle de la pratique religieuse. Dans les départements où le catholicisme reste vivace, le niveau législatif du vote FN reste très inférieur à son niveau présidentiel, comme si le message des Évangiles faisait obstacle à sa progression, que ses scores moyens soient élevés comme dans l'Est alsacien et lorrain, ou très faibles comme en Bretagne.

2. Par analogie avec l'analyse faite par Jean Charlot des évolutions contrastées du gaullisme législatif et du gaullisme présidentiel dans *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard, 1970, p. 10.

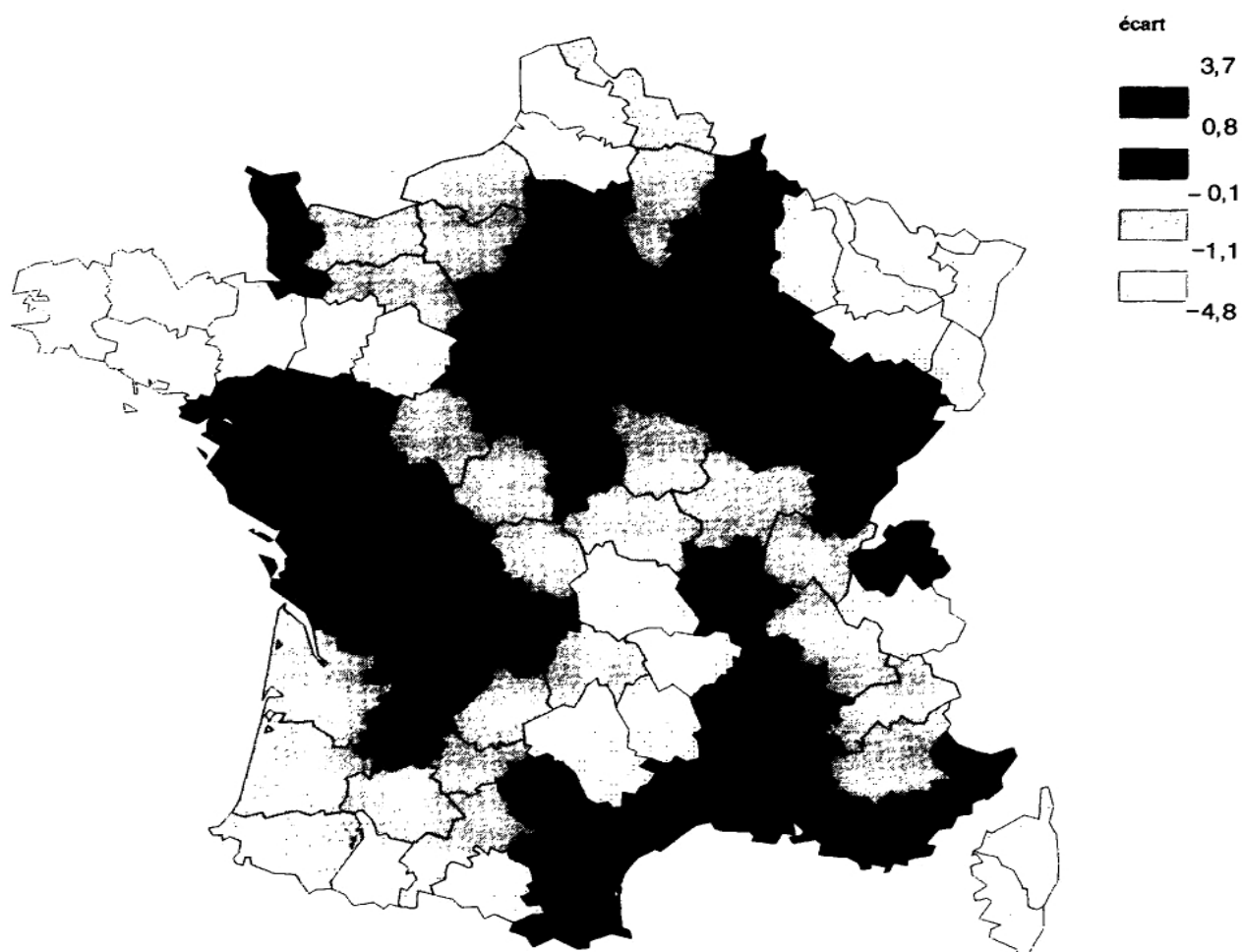
Carte 1. Vote FN par départements et en quartiles au premier tour
des élections législatives de 1997 (% exprimés)



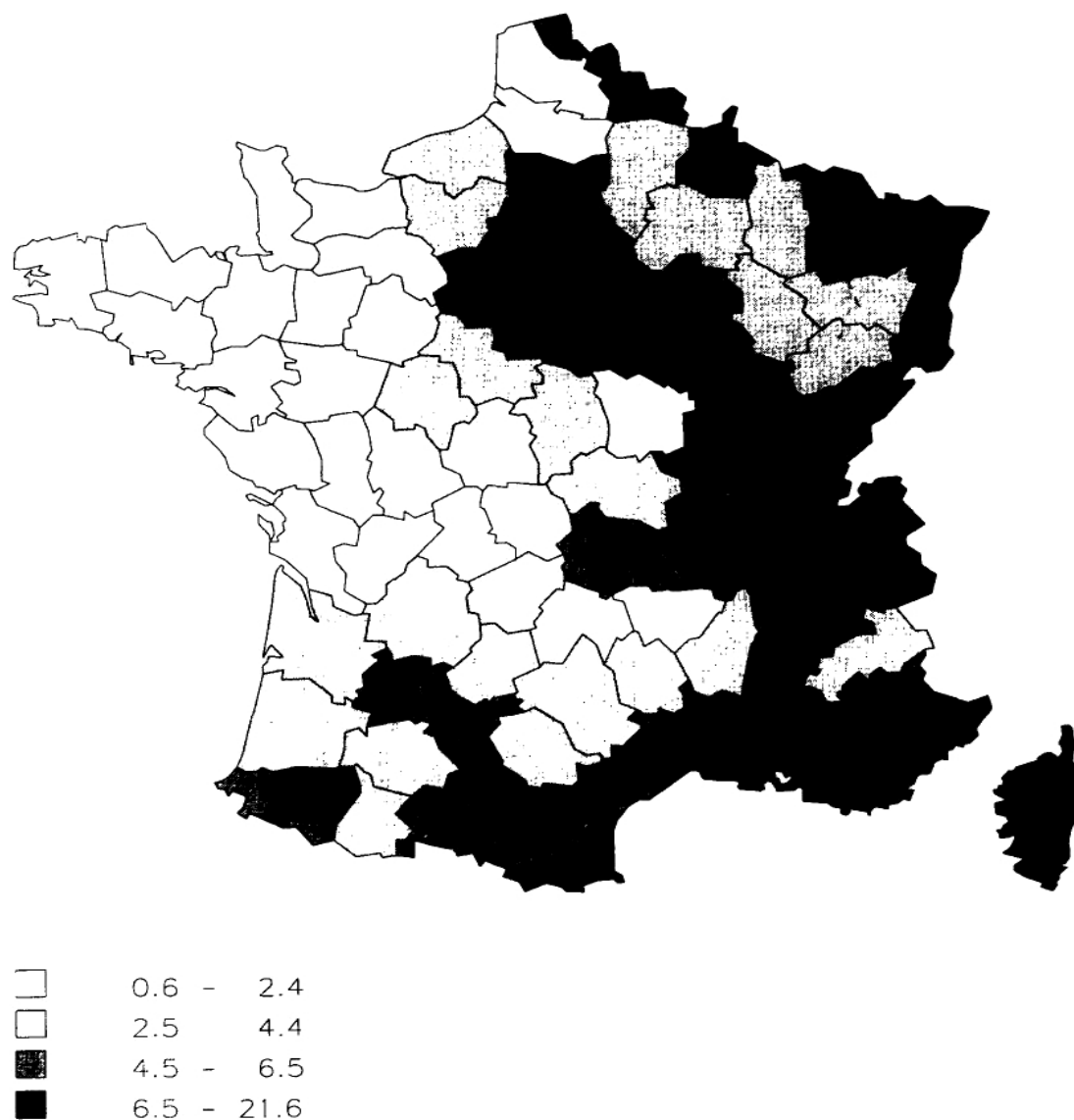
Carte 2. Progression départementale du vote FN par quartiles entre les élections législatives de 1993 et celles de 1997 (1^{er} tour, % exprimés)



Carte 3. Progression départementale du vote FN par quartiles entre l'élection présidentielle de 1995 et les élections législatives de 1997
(1^{ers} tours, % exprimés)



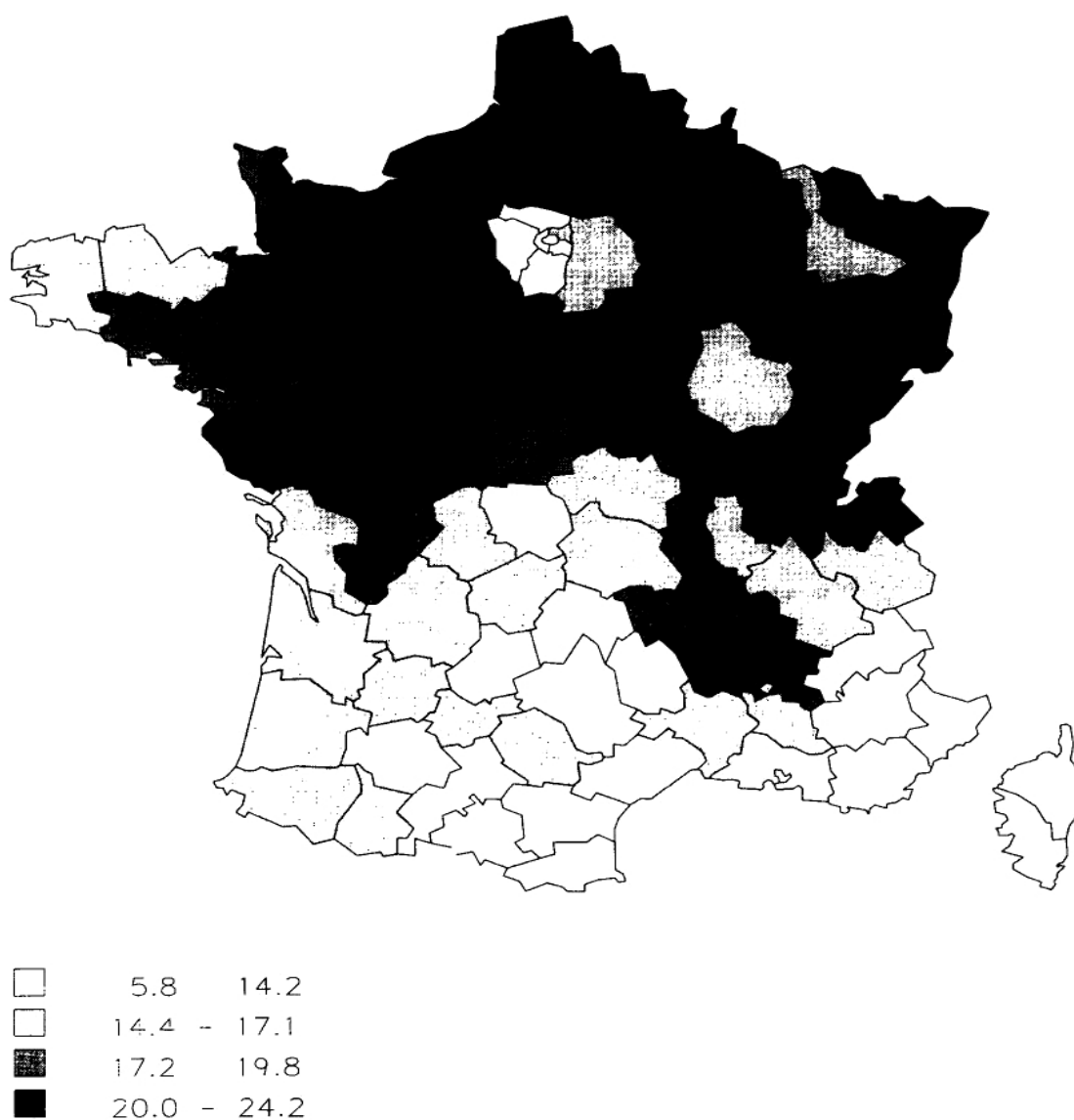
Carte 4. Proportion d'étrangers dans la population totale du département
par quartiles en 1990 (%)



Champ : population totale âgée de 18 ans et plus.

Source : EDEN/Recensement de 1990.

Carte 5. Proportion d'ouvriers dans la population active du département
par quartiles en 1990 (%)



Champ : actifs français âgés de 18 ans et plus.

Source : EDEN/Recensement de 1990.

Nonna Mayer est directrice de recherche CNRS au Centre d'étude de la vie politique française (CEVIPOF) de la Fondation nationale des sciences politiques et docteur d'État en science politique. Elle est l'auteur, avec Pascal Perrineau, de *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992. Elle a dirigé, avec Pascal Perrineau, *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 (nouvelle éd.). Elle a dirigé récemment *Les modèles explicatifs du vote*, Paris L'Harmattan, 1997 et, en co-direction avec Daniel Boy, elle publiera *L'électeur à ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po (à paraître). Ses thèmes de recherche portent actuellement sur la sociologie électorale comparée, les attitudes racistes et antisémites et les mobilisations contre le Front national et contre le racisme (CEVIPOF, Maison des sciences de l'homme, 54 Boulevard Raspail, 75006 Paris).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

DU VOTE LEPÉNISTE AU VOTE FRONTISTE

Des élections législatives de 1993 à celles de 1997, les grands traits de l'électorat du Front national – masculin, urbain, peu diplômé et populaire – n'ont pas changé. Et sa géographie électorale est stable, opposant les terres de mission de l'Ouest aux bastions du Nord, de l'Est et du Midi méditerranéen. Mais le fait que le niveau du vote législatif pour le Front national ait rejoint le niveau du vote présidentiel, et qu'il le dépasse très nettement dans les départements où il s'est le plus tôt implanté est un indice de son enracinement et un gage de sa durée.

FROM A LE PEN VOTE TO A NATIONAL FRONT VOTE [IN FRENCH ELECTIONS]

From the 1993 parliamentary elections to those of 1997, the major features of the National Front electorate have not changed: male, urban, not highly educated, working class. Its electoral geography is stable, opposing the mission lands of the West to the bulwarks of the North, the East and the Mediterranean South. But the voting level of the National Front in a parliamentary election now matches the presidential election level, and exceeds it very sharply in the departments in which the party has long existed, an indication of its entrenchment and a guarantee of its permanence.